

06

LA CONVERGENCE GLOBALE DES LUTTES POUR LA TERRE ET L'EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST : CONSTRUIRE UN PEUPLE UNI ET FORT

Massa Koné et Chantal Jacovetti ¹

Née en octobre 2014 lors du Forum Social Africain de Dakar, la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau s'est affirmée en mars 2015² au cours du Forum Social Mondial, à Tunis. Sa première branche régionale en Afrique de l'Ouest a, quant à elle, été fondée en juin 2015³ à l'occasion d'une rencontre organisée au Centre international de formation en agroécologie de Nyéléni, à Sélingué (Mali). La Convergence regroupe de nombreux mouvements sociaux et de base, et plusieurs OSC, tous engagés dans la défense des droits à la terre, à l'eau et aux semences. Pierre angulaire de la Convergence, la déclaration *Droits à l'eau et à la terre, une lutte commune. Dakar à Tunis : Déclaration de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau*⁴ en énonce la vision, les principes ainsi que les aspirations, et sert également de base à la construction d'un mouvement fort et uni luttant pour des politiques et des pratiques qui mettent en avant les droits humains et ceux liés à la terre et à l'eau, dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

MÊMES DÉGÂTS, MÊMES COMBATS

L'accapement des terres et de l'eau profite à l'agriculture industrielle nuisible, aux dépens des communautés rurales et urbaines. Il déstabilise fortement les quartiers populaires et l'agriculture familiale, laquelle nourrit et emploie plus de 70 % de la population et contribue au PIB à hauteur de 40 % en moyenne⁵. Toutes ces violations de droits liés au foncier se font dans l'impunité et la violence les plus totales, y compris des expulsions forcées, détruisant la cohésion sociale des communautés, leur identité culturelle et leurs systèmes alimentaires locaux, avec des conséquences désastreuses sur les éco- et agro-systèmes⁶. Cette désorganisation sociale et économique ouvre la voie à des migrations périlleuses, vers l'Europe, les banlieues des grandes villes africaines, les zones d'orpaillage, voire les groupes armés.

L'offensive menée par les bailleurs et les multinationales pour influencer sur des lois leur étant favorables et imposer un modèle d'agriculture industrielle, par le biais de programmes comme l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), la Nouvelle alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique⁷, ou l'Initiative pour le renforcement de la nutrition (Scaling Up Nutrition, ou SUN), menace et déstabilise les pays, leurs populations ainsi que leurs économies. Elle remet aussi en cause leur souveraineté. Les produits chimiques, les semences hybrides et les OGM, associés à la concentration, la sélection et l'intensification des élevages, aux monocultures et à la mécanisation à outrance vont à l'encontre de l'agroécologie paysanne, laquelle offre la clef de l'avenir pour une agriculture innovante, respectueuse et adaptée aux savoirs (savoir-faire et savoir-être) des communautés. Cette agriculture permet de préserver et d'enrichir le sol, l'environnement, la biodiversité et les productions, avec peu ou pas d'impact sur le milieu naturel, contribuant ainsi à lutter contre réchauffement climatique. Aussi,

1 Massa Koné est le représentant de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau en Afrique de l'Ouest. Chantal Jacovetti est membre de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP) et de la Convergence malienne contre l'accapement des terres (CMAT). Ces deux organisations font partie de la Convergence et entendent sensibiliser les populations sur l'accapement des terres et l'importance de garantir l'accès aux ressources naturelles dans la région.

Merci à Priscilla Claeys (Université de Louvain et Institut français de Pondichéry) et Valentin Hategekimana (FIAN International) pour leur aide à la révision du présent article. Cet article a initialement été rédigé en langue française.

2 FIAN International, *Dakar to Tunis Declaration, a common ground for land and water struggles*, 4 avril 2015. www.fian.org/en/library/publication/dakar_to_tunis_declaration_a_common_ground_for_land_and_water_struggles (en anglais)

3 FIAN International, *Droit à l'eau et à la terre, une lutte commune en Afrique de l'Ouest*, 25 juin 2015. www.fian.org/fr/actualites/article/droit_a_leau_et_a_la_terre_une_lutte_commune_en_afrique_de_louest

4 Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau, *Droits à l'eau et à la terre, une lutte commune. Dakar à Tunis : Déclaration de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau*, Tunis, 28 mars 2015. www.fian.org/fileadmin/media/media_publications2015/Dakar_to_Tunis_Declaration_FR_finalfinal.pdf

les États de l'Afrique de l'Ouest et leurs instances, y compris l'UA, la CEDEAO ou l'UEMOA, ne devraient pas se plier aux désirs de la Banque Mondiale visant à améliorer le climat des affaires ni succomber au chant des sirènes des accords de libre-échange, comme les Accords de partenariat économique (APE). Ces initiatives s'accompagnent de répercussions néfastes au niveau social et environnemental mais également sur le plan fiscal, détruisant les économies locales. Pour atteindre une prospérité durable et partagée, il est fondamental de garantir la sécurisation et le contrôle des ressources naturelles pour les communautés.

UN MOUVEMENT EN MARCHÉ POUR UNE CEDEAO DES PEUPLES : DROITS À LA TERRE ET À L'EAU, UNE LUTTE COMMUNE !

Face à cette situation désastreuse, plus de dix mille personnes, femmes, hommes et jeunes, issus de quinze pays d'Afrique de l'Ouest ont décidé de se rassembler, du 3 au 19 mars 2016, sous le slogan « La terre, c'est ma vie ! ». Il s'agissait de partager leurs analyses et de formuler leurs propositions pour une Afrique de l'Ouest forte, respectueuse des droits des communautés et des individus, mais aussi des biens communs que sont la terre, l'eau et les semences paysannes. Ainsi, en s'appuyant sur ses plates-formes nationales, la Convergence Globale a organisé la Caravane ouest-africaine pour la terre, l'eau et les semences paysannes, et édité un document d'analyse et de propositions, intitulé *Livret vert de la Convergence : document de plaidoyer*⁸, pour :

- sensibiliser la population des pays d'Afrique de l'Ouest au problème de l'accapement des terres, de l'eau et des semences, ainsi qu'aux défis et enjeux liés à ces ressources ;
- mobiliser les organisations et les mouvements sociaux ouest-africains dans l'optique de construire un mouvement fort afin de faire valoir et de sécuriser les droits des communautés tout en promouvant l'agriculture familiale fondée sur l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire ;
- s'engager en faveur de la paix, la justice, l'équité sociale et environnementale, l'égalité de genre, la santé publique et la lutte contre le changement climatique ;
- interpellier les autorités politiques et administratives nationales ainsi que les institutions sous-régionales (CEDEAO et UEMOA) sur leurs engagements en matière de concrétisation des droits humains et de mise en œuvre de nos revendications et propositions visant à appliquer les *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*⁹, les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*¹⁰, le *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique*¹¹, y compris leur déclinaison dans la sous-région actuellement en cours de négociation à la CEDEAO, ainsi que les différents règlements de l'UEMOA sur les risques liés aux biotechnologies. Il est impératif que ces processus, dont la phase actuelle est décisive, se déroulent de manière transparente et assurent la participation effective des organisations représentant les populations affectées ;
- soutenir tou-te-s les militant-e-s et les communautés qui défendent les droits humains liés à la terre, à l'eau et aux semences, et dénoncer leur criminalisation.

- 5 Toulim, Camilla et Guéye, Bara, « Transformation de l'agriculture ouest-africaine et rôle des exploitations familiales », *Dossier n°123*, Londres : IIED, 2003. pubs.iied.org/pdfs/9316FIIED.pdf
- 6 GRAIN et AFSA, *Remise en cause des lois foncières et semencières : qui tire les ficelles des changements en Afrique ?*, Barcelone : GRAIN, 2015. www.grain.org/article/entries/5122-remise-en-cause-des-lois-foncieres-et-semencieres-qui-tire-les-ficelles-des-changements-en-afrique. Pour en savoir plus sur l'accapement des terres en Afrique, voir : Seufert, Philip, « Plantations d'arbres et accapement des terres dans la province mozambicaine de Niassa », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* 2013, pp. 71-73. www.rfn-watch.org/fileadmin/media/rfn-watch.org/ENGLISH/pdf/Watch_2013/Watch_2013_PDFs/Watch_2013_fr_WEB_final.pdf#page=71
- 7 FIAN International et FIAN Allemagne, *G8 New Alliance for Food Security and Nutrition in Africa: A Critical Analysis from a Human Rights Perspective*, Heidelberg : FIAN International, 2014. www.fian.org/fileadmin/media/publications/2014_G8NewAlliance_screen.pdf (en anglais)
- 8 Pour consulter le Livret vert, voir : www.grain.org/fr/article/entries/5416-caravane-ouest-africaine-droit-a-l-eau-et-a-la-terre-une-lutte-commune-3-19-mars-2016
- 9 FAO, *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, Rome : FAO, 2004. www.fao.org/3/a-y9825f.pdf
- 10 CSA, *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, Rome : FAO, 2012. www.fao.org/docrep/016/i2801f/i2801f.pdf
- 11 UA, BAD et CEA, *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique*, Addis-Abeba : Consortium CUA-CEA-BAD, 2010. www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/fg_on_land_policy_fre_0.pdf

Composée de mouvements de base et d'OSC issus de douze pays ouest-africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Léone et Togo), la Caravane est partie du Burkina Faso, a traversé le Mali pour arriver au Sénégal, en faisant halte dans onze villes (Ouagadougou, Houndé et Bobo Dioulasso au Burkina Faso ; Bamako, Kayes et Sikasso au Mali ; Diamniadio, Koalack, Mékhé, Tambacounda et Dakar au Sénégal). Tout au long du trajet, les populations, les organisations et les mouvements, mais aussi des officiels (gouverneurs, ministres, maires, entre autres), ont pris part aux activités. Selon les lieux, des débats, des ateliers, des marches, ou encore des visites sur les lieux théâtres de violations des droits, ont permis de faire entendre la voix des peuples et d'interpeller les officiels présents, qui ont reçu le Livret vert et encouragé l'initiative.

Arrivée à Dakar, sa destination finale, la Caravane s'est clôturée avec la remise du Livret à M. Macky Sall, Président du Sénégal et représentant mandaté par la présidente en exercice de la CEDEAO, ainsi que la tenue d'une conférence internationale organisée par le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition. La Caravane a été un moment fort permettant de tisser des liens entre les pays et de renforcer le mouvement à l'échelle sous-régionale, ce, dans le but d'accroître la pression sur les institutions et les gouvernements pour faire valoir et sécuriser les droits des communautés et promouvoir l'agriculture familiale fondée sur l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire. Une telle lutte ne peut se construire que s'il existe une solidarité avec celles et ceux qui défendent les droits à la terre, à l'eau et aux semences paysannes et sont sans cesse criminalisé-e-s, qu'ils appartiennent à de simples communautés ou à des mouvements.

L'AVENIR

Fort du succès de cette première action, la Convergence entend continuer son combat. La coordination légère de la Convergence est d'ores et déjà en train de s'étoffer grâce à la création de plates-formes nationales. Nous devons trouver un chemin permettant de mener d'autres actions autour de nos préoccupations communes et d'influer sur les prises de décisions au niveau gouvernemental et institutionnel. Nous proposons des solutions crédibles pour la souveraineté alimentaire, l'agriculture familiale, l'agroécologie paysanne, et la participation aux processus décisionnels en lien, notamment, avec le système alimentaire, nutritionnel et agricole. Nous sommes en train d'élaborer un programme d'actions communes et de mettre en place un système d'alerte pour soutenir les victimes et les militant-e-s harcelé-e-s, emprisonné-e-s et criminalisé-e-s qui se battent pour le bien commun, l'avenir de la planète et de l'humanité. Nous ne sommes pas les criminels ; aux véritables criminels, nous disons : « Ne touche pas à ma terre, ma maison, mes militant-e-s ! »¹². Les soutiens humains et financiers d'organisations internationales, sous-régionales et nationales, sans oublier le « sacrifice » des militant-e-s ont permis de poser, avec cette caravane, la première pierre de la Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau en Afrique de l'Ouest.

Il est très important que d'autres régions s'organisent et convergent pour amplifier les actions autour de nos valeurs, nos principes d'analyses et nos propositions de liens entre toutes et tous, tels que déclinés dans la déclaration *Droits à l'eau et à la terre, une lutte commune*¹³, et élargir le regard ouest-africain de notre Livret vert. Soutenez la Convergence Globale, rendez-vous aux prochaines mobilisations, et, pourquoi pas, organisons ensemble une autre caravane en 2018 !

12 Slogan de la CMAT : www.no-vox.org/spip.php?article304&lang=fr

13 *Op. cit.*, note 4.